VU Research Portal

Université et société dans l'Europe moderne: position des problèmes

Frijhoff, W.T.M.; Chartier, Roger; Revel, Jacques

published in

Revue d'histoire moderne et contemporaine
1978

document version

Publisher's PDF, also known as Version of record

[Link to publication in VU Research Portal](#)

citation for published version (APA)

Frijhoff, W. T. M., Chartier, R., & Revel, J. (1978). Université et société dans l'Europe moderne: position des problèmes. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 25(3 (juillet-sept.)), 353-374.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

E-mail address:

vuresearchportal.ub@vu.nl

UNIVERSITÉ ET SOCIÉTÉ DANS L'EUROPE MODERNE :
POSITION DES PROBLÈMES *

Dans la tradition, l'histoire des universités européennes a été de façon massive une histoire médiévale, institutionnelle et intellectuelle. Ces trois traits, qui se dégagent nettement des répertoires bibliographiques¹, renvoient à des présupposés qu'il est bon d'explicitier au seuil d'une recherche qui se voudrait différente. La prépondérance du Moyen Age, d'un Moyen Age étiré jusqu'aux premiers temps de l'Humanisme, traduit en fait l'idée selon laquelle l'âge moderne aurait constitué pour les universités un temps de déclin et de dépérissement. Et, de la même manière que le diagnostic de crise porté sur l'institution universitaire au XV^e siècle suppose comme point de référence un apogée au XIII^e², le constat de la médiocrité des universités entre le XVI^e et le XVIII^e siècles postule que le Moyen Age, pris dans son ensemble et largement taillé, a été un âge d'or. Ce schéma, qui désigne comme une décadence trois siècles de l'histoire universitaire, pose deux questions. D'abord, celui de sa mise en place : il faudrait, en effet, reconnaître sa date d'apparition, ses modalités d'expression, ses cheminements à travers l'historiographie du siècle dernier. Et ceci dans la mesure même où, second point, il ne se retrouve pas toujours dans la conscience ancienne. A la séquence âge d'or/décadence, l'*Encyclopédie* oppose, par exemple, une autre vision : « Il est certain que l'université de Paris ne fut point établie d'abord sur le pied qu'elle est aujourd'hui, et il paraît que ce n'était au commencement qu'une école publique tenue dans la cathédrale de Paris, que cette université ne se forma en corps régulier que par degrés

* Cet article donne un point tout provisoire sur une enquête entreprise au Centre de Recherches Historiques de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales par R. Chartier, M.-M. Compère, C. Dauphin, W. Frijhoff, D. Julia, V. Nahoum et J. Revel. Il est donc avant tout le résultat d'une réflexion et d'un travail collectifs.

1. *Bibliographie internationale de l'Histoire des Universités*, Genève, Droz, t. I, 1973, et t. II, 1976 ; S. GUENÉE, *Bibliographie d'Histoire des Universités françaises des origines à la Révolution*, Université d'Orléans, Paris, Picard, 1970 ; W. ERMAN et E. ERHORN, *Bibliographie der deutschen Universitäten*, Leipzig-Berlin, 1904-1905 (repr. Hildesheim, 1965), 3 vol. ; E. HASSINGER et E. STARK, *Bibliographie zur Universitätsgeschichte (1945-1971)*, Freiburg i/B-München, 1974 ; A. L. GABRIEL, *Summary Bibliography of the History of the Universities of Great-Britain and Ireland up to 1800*, Notre-Dame Univ. (Indiana), 1974.

2. J. VERGER, « Les universités françaises au XV^e siècle : crise et tentatives de réforme », *Cahiers d'Histoire*, 1976, 1-2, pp. 43-66.

et sous la protection continue des rois de France.»³ La conscience historique d'un progrès linéaire fait ici contraste avec le motif historiographique de la noria des apogées et des déclins. Une première tâche consiste donc à mesurer l'écart entre la conscience que l'université a eu d'elle-même, pour reprendre l'expression de J. Le Goff, et celle que les historiens ont eu de son histoire.

Le second trait de l'approche classique des universités réside dans la conception étroitement institutionnelle de leur histoire. Ici, plus que le primat longtemps incontesté de l'histoire politique, peut se lire la transposition au plan historiographique d'un motif situé au cœur même de l'institution : celui des franchises universitaires. Même prises en main par les autorités publiques, les universités maintiennent l'affirmation de leur autonomie et, à tout le moins, la nostalgie de leur indépendance perdue. Cette revendication, devenue bien souvent illusoire, a sa traduction dans une histoire qui pose l'université comme un monde autonome au sein de la société. Ainsi constituée en objet d'étude refermé sur lui-même, l'université peut être saisie tout à loisir dans son organisation, ses privilèges, ses règles de fonctionnement. Société close, elle se meut dans l'espace abstrait d'une histoire qui n'a qu'elle-même pour référence et qui se déroule selon des lois qui lui sont propres. La description institutionnelle, tardivement dominante dans l'histoire universitaire, n'est donc que le corollaire d'une idéologie qui pense l'université comme un isolat et qui fonde sur son autonomie tant la reconstruction du passé que les prétentions d'un présent, qu'il soit celui du XIX^e ou du XX^e siècle.

Une dernière façon d'envisager l'université ancienne en fait, ou en faisait la matrice des idées neuves ou le conservatoire des pensées mortes. C'est, en effet, à partir d'une conjoncture tout intellectuelle que se diagnostiquent les apogées ou les déclins, ce qui a sans doute grandement contribué à déplacer l'histoire des universités. Tout d'abord s'en est trouvée privilégiée l'étude des idées sur l'enseignement aux dépens de celle des pratiques pédagogiques. Ce trait, sensible à tous les échelons de l'histoire du système scolaire, s'est particulièrement marqué au niveau de l'enseignement supérieur. D'où, par exemple, pour le premier XVI^e siècle, le primat donné à l'impact des idées humanistes sur le cursus des humanités, partant le déplacement de l'histoire de l'université vers celle des collèges situés à l'intérieur ou au-dehors de la Faculté des Arts. D'autre part, cet accent mis sur l'histoire des idées a été l'élément décisif qu'explique le dédain marqué vis-à-vis des XVII^e et XVIII^e siècles où la sclérose des enseignements universitaires disqualifie l'institution par rapport aux novations et révolutions intellectuelles. Même si le jugement est exact, ce qu'il faudrait examiner de plus près, il n'en reste pas moins qu'une telle position a fait totalement négliger les fonctions sociales de ces savoirs immobiles, donc le rôle de l'université au sein d'une société. Il ne convient pas, sans doute, de continuer à juger l'université moderne à l'aune de mesures « médiévales », comme l'a fait, depuis le début du XIX^e siècle, une historiographie d'autant plus hypno-

3. *Encyclopédie*, t. XVII, Université (Belles-Lettres), Neuchâtel, 1765, pp. 406-408.

tisée par le prestige des origines qu'elle était soucieuse de légitimer les entreprises universitaires nouvelles dont elle était contemporaine. Nous voudrions nous placer ici sur un autre terrain. A quoi sert l'université dans les sociétés européennes du XVI^e au XVIII^e siècle ? A quelle demande sociale répond-elle ? Quelle est la valeur sociale d'un savoir — fût-il non renouvelé —, d'un cursus, d'un grade ? Ce sont les questions posées au départ d'une enquête collective dont nous présentons ici les premières démarches. Il va de soi que nous ne sommes pas, pour l'instant, en mesure d'y répondre de façon globale et sûre. Tout au mieux pouvons-nous espérer définir des indices pertinents des faits socio-culturels que nous souhaitons étudier. C'est à leur discussion critique qu'est consacrée cette présentation. Elle ne propose donc que les éléments d'un premier questionnaire.

Par rapport à la tradition, la rupture est venue d'Angleterre, sur le terrain même de l'histoire des universités anglaises. Deux faits ont été essentiels pour introduire un questionnaire nouveau. D'une part, l'attention s'est portée sur les caractéristiques du recrutement universitaire, abordé à travers une approche d'histoire quantitative. Les variations des effectifs étudiants peuvent, en effet, donner une première approximation de la demande sociale dont l'institution universitaire est l'objet. La conjoncture longue et la sociologie des populations étudiantes sont donc devenues des problèmes fondamentaux, qui ont conduit au traitement sériel des matricules des universités et des registres d'admissions des collèges, publiés en grand nombre entre les années 1880 et la Première Guerre mondiale⁴. Ce réemploi d'un matériau ancien a fait du même coup exhumé des comptages et des courbes réalisés lors d'un premier âge quantitatif de la recherche historique européenne, à la charnière des XIX^e et XX^e siècles. Les historiens anglais ont ainsi redécouvert les courbes proposées par J. A. Venn⁵, auxquelles on peut comparer les comptages de F. Eulenburg sur les universités germaniques⁶ ou ceux de A. de Vasconcelos sur celle de Coimbra⁷. D'autre part, ces données quantitatives établies ou retrouvées, l'histoire anglaise est devenue comme un laboratoire où observer le jeu des différents facteurs modifiant la taille ou la composition du recrutement universitaire. Rejetant l'idée d'une université-isolat, les historiens britanniques ont ouvert la voie à l'étude des relations tissées entre l'institution

4. A Cambridge, les registres des collèges Gonville et Caius ont été publiés par J. A. Venn en 1887, celui de St John the Evangelist par J. L. B. Mayor en 1893, celui de Trinity College par W. Rouse Ball et J. A. Venn en 1913-1916 ; à Oxford, les registres de Wadham College l'ont été par R. B. Gardiner en 1889, ceux de Oriel par C. L. Shadwell en 1893, ceux de Brasenose par C. B. Heberden en 1909 et la matricule de l'Université par A. Clark en 1887/89.

5. J. A. VENN, *Cambridge Matriculations 1544-1906*, Cambridge, 1908, et *A statistical chart to illustrate the entries at the various colleges of the University of Cambridge 1544-1907*, Cambridge, 1908.

6. F. EULENBURG, « Die Frequenz der deutschen Universitäten von ihrer Gründung bis zur Gegenwart », *Abhandlungen der philol.-hist. Kl. der kön. sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften*, t. XXIV, n° 2, Leipzig, 1904.

7. A. DE VASCONCELOS, *Escritos varios*, 1922, t. I, pp. 111-140 ; *Estatística das matriculas efectuadas na universidade de Coimbra durante dois seculos (1573-1772)*. Nous remercions M. dos Santos, de l'Université de Porto, de nous avoir indiqué cette référence.

universitaire et les mouvements tant démographiques et économiques que religieux ou culturels qui traversent une société. En 1974, L. Stone s'est efforcé de dresser l'inventaire des variables qui ont pesé sur l'évolution numérique ou sociale des populations étudiantes d'Oxford et Cambridge. Une moitié tient à l'institution elle-même, à savoir les règlements des universités, les statuts des collèges, les possibilités d'accueil, la condition des professeurs ou les contenus et méthodes de l'enseignement, une autre considère les éléments pouvant affecter le désir, ou les capacités des familles d'envoyer leurs fils aux universités, c'est-à-dire le mouvement de la population, le coût de l'instruction, l'état de l'enseignement « secondaire » classique, la facilité des communications, enfin le nombre et la nature des positions sociales offertes aux gradués, ou plus généralement aux jeunes gens ayant reçu une formation universitaire⁸. Un tel classement, sans aucun doute utile dans une première approche, appelle deux remarques. D'abord, il estompe le fait que tous les facteurs énumérés n'ont ni la même importance, ni la même complexité. Il est clair, par exemple, que le dernier de la liste recouvre diverses choses : les possibilités d'absorption par les bureaucraties d'état et d'église des gradués fabriqués par l'université, la reconnaissance collective que certains états requièrent ou non une formation supérieure, le jugement positif ou négatif porté par chaque milieu social et religieux sur la valeur de l'éducation universitaire. Par ailleurs, l'énumération volontairement étale des données de tous ordres susceptibles d'infléchir le recrutement des universités de l'époque moderne, oblitère peut-être les relations que peuvent entretenir entre elles les variables évoquées⁹. La construction d'un modèle dynamique, intégrant les covariations des facteurs qui règlent les dimensions et les équilibres sociaux des populations universitaires, doit demeurer, même si elle est difficile, un objectif fondamental.

A partir de ces préoccupations, l'acquis de l'historiographie anglaise a été considérable. Elle a apporté le tracé d'une conjoncture, sur laquelle nous reviendrons, qui reconnaît une véritable « révolution éducative » entre 1560 et 1640, traduite en termes de maximum pluriséculaire des effectifs et suivie par une longue dépression, étalée jusqu'au début du XIX^e siècle¹⁰. Les efforts se sont multipliés pour tester ailleurs qu'en Angleterre et ce modèle chronologique et le questionnaire qui le soutient. De là, les recherches menées à bien par R. Kagan sur les universités castillanes des XVI^e - XVIII^e siècles¹¹ ou par L. Brockliss sur celle

8. L. STONE, « The Size and Composition of the Oxford Student Body 1580-1910 », *The University in Society*, Princeton University Press, 1974, Volume I, pp. 3-12.

9. F. K. RINGER, « Problems in the History of Higher Education : A Review Article », *Comparative Studies in Society and History*, Volume 19, Number 2, April 1977, pp. 239-255, et le Comment. de L. Stone, pp. 256-257.

10. L. STONE, « The Educational Revolution in England 1560-1640 », *Past and Present*, 28, 1964, pp. 41-80.

11. R. L. KAGAN, *Students and Society in Early Modern Spain*, Baltimore and London, The Johns Hopkins Press, 1974.

de Paris aux deux premiers siècles de l'époque moderne¹². C'est dans une même perspective que nous voudrions situer notre enquête, en l'élargissant aux domaines encore mal connus de l'Empire, de la France, des Provinces-Unies et des Pays-Bas, de l'Italie et des nations de l'Europe de l'Est.

Une révolution éducative ?

Pour la conjoncture longue des effectifs, l'évolution du recrutement des universités anglaises a tenu et tient le rôle d'une courbe de référence. Dressée en 1908 par J. A. Venn, celle-ci a été prolongée et corrigée par L. Stone¹³. D'une part, en déduisant pour le début du xvi^e siècle le nombre des nouveaux inscrits chaque année de celui des gradués, il a pu reculer jusqu'en 1500 le début de la série oxfordienne. D'autre part, il s'est efforcé de serrer de plus près le nombre des étudiants qui ne figurent pas, pour des raisons diverses, financières, religieuses ou sociales, dans les matricules des universités. Comparant le matricule d'Oxford aux listes des postulants au baccalauréat ès arts ainsi qu'aux registres d'admissions des collèges, L. Stone reconnaît l'existence de variations considérables dans le pourcentage des non-immatriculés. Situé entre 30 et 40 %, entre 1580 et 1620, puis à 25 % dans les vingt années suivantes, il atteint son maximum durant la guerre civile (70 % dans la décennie 1640) pour décroître ensuite rapidement (28 % dans les années 1650, 10 % dans les années 1660) et finalement s'éteindre dans le premier tiers du xviii^e siècle. A Cambridge, le même pourcentage proposé par D. Cressy pour les années 1550-1699 connaît une évolution à peu près similaire, avec toutefois une moindre déperdition d'étudiants pour la décennie 1640 et une plus forte, entre 25 et 30 %, dans les quarante dernières années du xvii^e siècle. Ces estimations autorisent, en fin de compte, à affecter d'un indice de correction qui varie selon les décennies, les chiffres des nouveaux inscrits portés sur les matricules.

Au terme de ces opérations, ingénieuses mais parfois comportant une inévitable part d'arbitraire (ainsi, par exemple, l'hypothèse d'un recul régulier de 3 % par décennie des non-immatriculés à Cambridge au xviii^e siècle), une conjoncture pluriséculaire des entrées annuelles aux universités peut être profilée. Première leçon : le parallélisme constant des courbes d'Oxford et de Cambridge, à peine nuancé par une montée plus précoce des effectifs à Cambridge au début du xvii^e siècle et un impact plus violent de la Révolution à Oxford. Ce synchronisme manifeste bien que les courbes ne s'expliquent pas l'une par l'autre et que les raisons qui peuvent rendre compte de leur mouvement valent dans l'un et l'autre cas. Sur le long terme, trois temps se dessinent avec netteté. Tout d'abord, un gonflement des entrées à l'université qui

12. L. W. B. BROCKLISS, *The University of Paris in the Sixteenth and Seventeenth Centuries*, Dissertation for the degree of doctor of philosophy of the University of Cambridge, Caius College, February 1976, ronéotypé, et « Patterns of attendance at the University of Paris, 1400-1800 », à paraître dans *The Historical Journal*.

13. L. STONE, « The Size and Composition », *art. cit.*, graph. I, p. 6.

culmine dans le premier tiers du XVII^e. Après une première montée entre 1550 et 1580, un recul, bref à Cambridge, plus long à Oxford, précède une énorme expansion numérique : 510 nouveaux étudiants chaque année à Cambridge dans la décennie 1620, 530 à Oxford dans la décennie suivante. Cette première séquence, désignée comme le temps de la « révolution éducative » puisqu'à Oxford, par exemple, le nombre des entrées annuelles triple en un peu moins d'un siècle, est suivie d'un long et profond déclin. La Révolution interrompt brutalement la croissance, plus précocement et plus fortement à Oxford ; la récupération qui suit se fait à un niveau inférieur au maximum des années 1630-1640 et surtout prélude à un recul continu jusqu'à l'étiage pluriséculaire des décennies 1750 à Oxford (180 nouveaux étudiants chaque année) et 1760 à Cambridge (120). La remontée de la fin du siècle est à peine marquée et il faut attendre les années 1810-1820 pour constater une franche reprise de l'expansion numérique. Ce n'est toutefois que dans la décennie 1870 que les niveaux de 1630-1640 se trouveront dépassés.

Ce dessin chronologique, pris non dans son détail mais dans ses rythmes majeurs, constitue-t-il une conjoncture européenne ? Cela ne fait guère de doute pour L. Stone, comme d'ailleurs pour son critique F. Ringer¹⁴. De fait, plusieurs dossiers peuvent étayer leur certitude. Les courbes d'immatriculation castillanes, qui donnent des effectifs d'ensemble et non des nouveaux inscrits, sont le premier de ces dossiers puisqu'elles retrouvent, avec un décalage vers l'amont, les mouvements constatés à Oxford et Cambridge. Le dernier quart du XVI^e siècle voit une rapide montée du nombre d'étudiants, surtout à Salamanque qui est la plus grosse des universités, et en 1590 on peut estimer à un peu moins de vingt mille étudiants la population des dix-neuf universités de Castille. Après le temps des grandes pestes, les vingt premières années du XVII^e siècle retrouvent un haut niveau mais à partir de 1620 commence un retrécissement continu des effectifs qui atteint son point le plus bas au début du XVIII^e siècle avec moins de cinq mille étudiants au total. Comme à Oxbridge, le dernier tiers du siècle connaît une légère reprise, suivi de l'effondrement des guerres napoléoniennes. Ainsi tracée par R. Kagan, la conjoncture castillane anticipe de trente ou quarante ans sur celle des deux universités anglaises¹⁵.

De son côté, la conjoncture des trente quatre universités de l'Empire, dessinée à partir des données de F. Eulenburg, atteste une montée régulière des immatriculations dans le dernier quart du XVI^e siècle, avec un maximum atteint dans les années 1615-1619¹⁶. La Guerre de Trente Ans se traduit par un énorme effondrement mais, contrairement à ce qui se passe après la guerre civile anglaise, elle est suivie par un retour quasiment au niveau de départ dans les années 1654-1659. La conjoncture étudiante allemande connaît ensuite trois périodes : un recul dans le

14. L. STONE, *ibid.*, p. VII ; F. RINGER, *art. cit.*, p. 242.

15. R. L. KAGAN, *op. cit.*, fig. 7, p. 197, et fig. 8, p. 200.

16. Cf. les remarques faites à propos de cette courbe par H. G. HERRLITZ, *Studium als Standesprivileg. Die Entstehung des Maturitätsproblem im 18. Jahrhundert*, Frankfurt/Main, 1973, notamment p. 32-36.

LES EFFECTIFS ÉTUDIANTS
DANS LES UNIVERSITÉS EUROPÉENNES (variations décennales)

troisième quart du XVII^e siècle, ensuite un palier à un haut niveau — ce qui lui donne un profil original par rapport à l'Angleterre ou la Castille —, enfin un second et plus sensible recul dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Le dessin anglais ne se retrouve donc pas totalement, cependant dans l'Empire comme à Oxford ou Cambridge le début du XVII^e siècle est le temps des maxima. Le profil de la conjoncture de l'Université de Louvain et de l'ensemble de celles des Provinces-Unies, restituée par W. Frijhoff à partir des matricules, donne à voir une montée continue de la population étudiante, culminant dans la décennie 1640 aux Provinces-Unies, 1660 à Louvain. De la mi-XVII^e siècle à la fin du XVIII^e siècle, le recul est presque sans répit dans les universités hollandaises, alors qu'il se fait en trois temps, séparés par des reprises, à Louvain : dans le dernier quart du XVII^e, ensuite entre 1720 et 1750, enfin après 1770. Avec un décalage vers l'aval, l'Université de Louvain et celles des Provinces-Unies retrouvent les rythmes anglais¹⁷. Il est vrai toutefois que les recherches de L. Van Buyten conduisent à une révision de la courbe de Louvain après 1747-1748 dans le sens d'une hausse des effectifs. Mais ses chiffres comprennent un fort pourcentage d'étudiants en humanités et montrent de toute façon la même chute après la décennie 1770-1779¹⁸.

Ce faisceau de séries indique donc, en premier lieu, que dans différents pays européens, les effectifs universitaires ont augmenté, et de belle façon, entre le milieu du XVI^e et le milieu du XVII^e siècle. Les maxima pluriséculaires s'échelonnent ainsi : 1590 en Castille, 1610 dans l'Empire, 1630 en Angleterre, 1640 aux Provinces-Unies, 1660 aux Pays-Bas. Trois ordres de faits peuvent rendre compte de cet empressement aux universités. Tout d'abord, la construction des états modernes a pour corollaire obligé l'expansion des bureaucraties d'état ou d'église qui en sont les supports. Dans l'Espagne de Philippe II comme dans l'Angleterre des premiers Stuarts, la dilatation du marché des offices multiplie les carrières ouvertes aux gradués et par là conduit à l'accroissement du nombre de ceux qui vont chercher à l'université un viatique pour la promotion sociale. R. Kagan a rappelé le rôle essentiel de la demande étatique dans le développement des universités castillanes, des rois catholiques à la fin du XVI^e siècle. L'Église patronne dans un premier temps la refonte du système universitaire, avec l'intention de fournir au royaume reconquis l'encadrement religieux et laïque dont il a besoin. Puis, progressivement, la monarchie se substitue aux clercs pour définir les fonctions et les modalités de l'institution universitaire de deux façons complémentaires :

17. Ces courbes ont été dessinées par W. Frijhoff à partir de la matricule de Louvain éditée par A. SCHILLINGS, *Matricule de l'Université de Louvain*, t. V-IX (Bruxelles, 1962-1967), et de l'*Album studiosorum* de chacune des Universités provinciales des Provinces-Unies : Leyde (publ. sous ce titre à La Haye, 1875), Franeker (Leeuwarden, 1968), Groningue (Groningue, 1915), Utrecht (Utrecht, 1886) et Harderwijk (La Haye, 1904) ; ainsi que de celui de l'Athénée Illustre de Deventer, publié par J. C. VAN SLEE, *De Illustre School te Deventer, 1630-1878*, La Haye, 1916. La courbe d'Utrecht a été corrigée. W. Frijhoff s'expliquera à ce sujet dans une publication ultérieure.

18. L. VAN BUYTEN, « De Leuvense universiteitsmatrikels (16^e-18^e eeuw). Kritische beschouwingen », *Arca Lovaniensis. Artes atque historiae reserans documenta*, III, Louvain, 1974, pp. 9-35.

elle tente de lui assurer un monopole éducatif (en 1559, Philippe II interdit aux étudiants espagnols de fréquenter des universités étrangères, à l'exception de Naples, Rome, Bologne et Coimbra); elle cherche d'autre part, à garantir l'homogénéité sociale du milieu universitaire. Simultanément, le groupe des *letrados* — ces hauts fonctionnaires à forte formation juridique, dont le rôle a été décisif dans la constitution de l'État Habsbourg d'Espagne — accentue son individualisation au sein de la société espagnole. Arc-bouté sur le système universitaire dont il contrôle pour une part le recrutement, le fonctionnement et les débouchés, le groupe des *letrados* manifeste la percée sociale d'un milieu dont la fonction est désormais essentielle. Pour être moins spectaculaire, le processus est analogue dans l'Angleterre des premiers Stuart. Après vingt-cinq ans de remous qui l'ont bouleversé de fond en comble, l'Église élisabéthaine demande à l'université la masse des cadres qui sont désormais nécessaires à sa réorganisation. Les analyses de M. Curtis montrent qu'en quatre décennies l'entreprise a été globalement menée à bien¹⁹. Au début du XVII^e siècle, la part des gradués dans le clergé anglican est impressionnante : 90 % des ordinands du diocèse de Lincoln sont gradués en 1606-1607, et 97 % d'entre eux sont passés par l'université; dans le diocèse de Londres, le suréquipement des paroisses en gradués est plus patent encore autour de 1630. Du côté des charges laïques — et singulièrement des offices de judicature, même à des échelons subalternes — la part des gradués croît spectaculairement dans la seconde moitié du XVI^e siècle.

A cette première donnée s'ajoute les mutations profondes, repérées par J. Hexter, dans les modèles éducatifs des aristocraties européennes²⁰. Le déplacement est double. Il touche, d'une part, au contenu de la formation nobiliaire qui ne doit plus être seulement chevaleresque, fondée sur les arts de guerre et de cour, mais aussi classique, livresque et juridique. D'autre part, il concerne le lieu de l'éducation, faisant abandonner le cadre domestique de la maisonnée aristocratique pour l'institution scolaire, secondaire ou supérieure. Les académies ont, pendant un temps, — en gros la première moitié du XVII^e siècle — pu proposer aux jeunes nobles un programme éducatif spécifique, combinant une éducation chevaleresque traditionnelle avec de nouvelles exigences culturelles. La voie était ainsi ouverte pour une individualisation sociale de l'aristocratie à travers un système d'enseignement original et renouvelé. Mais, malgré leur succès rapide, les académies, étroitement contrôlées par l'État, paraissent s'essouffler en France dès la fin du ministère de Richelieu. Avant tout désireuse de retrouver la maîtrise des positions de domination dans la société et l'appareil d'État, la noblesse européenne prend conscience qu'elle ne pourra étayer ses prétentions qu'à la condition d'être instruite dans les mêmes voies que les robins détestés. De là, l'afflux des fils de nobles ou de gentlemen dans les universités, qui constituent, par exemple, entre 30 et 40 % des étudiants de certains collèges de Cambridge au

19. M. H. CURTIS, « The alienated intellectuals of Early Stuart England », *Past and Present*, 23, 1962, pp. 25-49.

20. J. H. HEXTER, « The Education of the Aristocracy in the Renaissance », *The Journal of Modern History*, 1950, pp. 1-20.

moment de la « révolution éducative »²¹. Ils apportent d'ailleurs avec eux des innovations pédagogiques — ainsi le système des *colleges lectures* — ainsi qu'un certain nombre d'éléments originaux d'éducation : la danse, l'escrime, l'équitation. Enfin, il est sûr que les sociétés européennes autorisent à la charnière des xvi^e et xvii^e siècles la promotion par les lettres. La perméabilité des frontières de la noblesse, l'ouverture du marché de la terre, le gonflement de celui des offices sont autant d'éléments pour rendre socialement utile l'acquisition d'un savoir qui permet d'entrer dans les rangs de l'élite, ou d'y légitimer une accession. On comprend dès lors comment la poussée des effectifs universitaires résulte de la croissance parallèle, sinon égale, de deux populations étudiantes : celle issue des noblesses et qui veut pénétrer dans les bureaucraties d'État, celle venue des bourgeoisies avec le dessein de forcer les portes du privilège.

La stagnation, ou le recul des effectifs étudiants qui commence au milieu du xvii^e siècle et s'étend, avec de timides remontées ici ou là, sur tout le xviii^e siècle est à l'évidence en discordance avec l'image classique des lumières multiplicatrices de la diffusion des savoirs. Deux faits permettent d'en rendre compte. Après une période de croissance, les bureaucraties étatiques semblent être parvenues à saturation et ne constituent plus un possible lieu d'accueil, et de promotion pour les diplômés des universités. Par ailleurs, les sociétés européennes se font plus rigides et les charges et offices y sont confisqués par une minorité perpétuée. Cette moindre fluidité rend infiniment plus difficile le changement de condition, partant ôte au passage par l'université son rôle d'impulsion ou de sanction dans un processus d'ascension sociale. Ici encore, l'Angleterre et l'Espagne proposent de bonnes illustrations des processus en cause. Dès la première moitié du xvii^e siècle, des symptômes de blocage caractérisent le recrutement de l'encadrement ecclésiastique de la monarchie Stuart ; ils touchent l'encadrement laïque une génération plus tard. Un seuil, qui paraît correspondre au besoin social de l'époque, semble atteint. Dans le même temps, le marché des offices est plus étroitement contrôlé par une minorité privilégiée qui joue tout à la fois des situations acquises et du droit de patronage qu'elle s'attribue. Ces deux données expliquent le déséquilibre qui a pu se produire à la mi-xvii^e siècle entre le nombre encore grand des diplômés et celui, rétréci, des positions qui leur sont ouvertes. Dans cet écart, certains ont reconnu une condition très favorable à la formation d'une classe d'intellectuels aliénés et frustrés qui ont pu trouver dans la critique sociale et dans les révolutions du milieu du siècle un exutoire à leur frustration et à leur ressentiment. En Castille, c'est le second aspect qui paraît avoir été déterminant. Les dynasties de *letrados* accaparent progressivement le contrôle de l'institution universitaire à son plus haut niveau (celui des six *colegios mayores* dont elles s'approprient le recrutement étudiant et l'encadrement professoral) et réservent l'accession aux hautes charges à un petit nombre de familles déjà en place. Le ralentissement de la

21. L. STONE, « The Educational Revolution », *art. cit.*, pp. 64-67.

croissance de l'État, contemporain tout à la fois d'une phase de stagnation démographique et du retournement séculaire de la conjoncture économique, explique ces mouvements de repli et de consolidation, et fait aussi comprendre qu'ils aient globalement réussi. Au XVIII^e siècle, lorsqu'il est devenu patent que l'université ne remplit plus la même fonction sociale qu'un siècle auparavant, les effectifs décroissent naturellement et les étudiants se déplacent massivement vers d'autres cursus et d'autres institutions.

Une révision nécessaire.

La simplicité, la cohérence du modèle explicatif proposé par L. Stone a de quoi séduire. Il n'est donc pas surprenant que ses travaux aient suscité un certain nombre de recherches soucieuses d'identifier la « révolution éducative » tant au niveau de l'enseignement secondaire (collèges et séminaires) qu'à celui de l'enseignement supérieur. Notre propre enquête s'est donné pour objectif prioritaire de constituer des séries comparables à celles d'Oxford et de Cambridge. La tâche est moins aisée qu'il n'y paraît.

Elle rencontre d'abord des difficultés documentaires : abondantes pour l'Angleterre, l'Espagne, et surtout pour l'Europe impériale (où elles sont, de surcroît, très largement publiées), les matricules conservées sont plus rares en Italie et presque absentes en France. On peut, certes, tenter de leur substituer des courbes de gradués, mieux représentées dans les archives françaises. Nous testons actuellement leur représentativité dans le cas plus favorisé des universités méridionales : Aix, Avignon, Orange. Mais il s'agit là de sources d'un maniement difficile, très étroitement tributaires des modifications internes du cursus, et dont la signification doit nécessairement être établie dans un cadre monographique. Par ailleurs, là où elles existent, les matricules ne résolvent pas d'emblée tous les problèmes : permettent-elles d'identifier les premières inscriptions ou donnent-elles des effectifs globaux ? Quel est le système des réinscriptions ? Les inscriptions sont-elles toutes enregistrées ? Si L. Stone s'est efforcé de déterminer des coefficients de correction des données brutes (selon des méthodes qui, on l'a dit, n'emporte pas toujours la conviction), R. Kagan travaille sur des chiffres globaux non critiqués : que signifie dès lors l'étroite parenté de ses courbes avec les chiffres d'Oxford et de Cambridge ?

Surtout, au-delà de ces critiques internes, on peut s'interroger sur le choix des courbes d'effectifs étudiants comme d'un indice simple de la conjoncture universitaire. Elles constituent, certes, la principale information quantifiable dont nous disposons dans le long terme. Mais la lecture et l'interprétation en sont peut-être moins évidentes qu'il n'a paru jusqu'ici. Trois séries d'observations le feront mieux comprendre.

La première remarque, due à W. Frijhoff, veut souligner les effets de la *peregrinatio academica* sur les courbes d'immatriculations. Pour ce faire, deux tests complémentaires ont été effectués²². Le premier

22. W. Frijhoff développera dans une publication ultérieure ses méthodes et ses résultats.

consiste à suivre les étudiants de l'Université de Bâle dans leurs cheminement européens et à repérer combien d'universités chacun d'eux a fréquenté²³. Une telle observation, établie à partir d'une série de coupes chronologiques permet de proposer une ratio d'universités par étudiant qui donne le résultat suivant : 1,3 en 1550-1555, 2 en 1600-1602, 2 encore en 1650-1654, 1,5 en 1700-1705. Second test : repérer les déplacements universitaires des étudiants d'une même ville, en l'occurrence les fils de magistrats de la cité hollandaise de Zutphen. La ratio obtenue confirme pleinement les résultats bâlois : une université seulement pour les étudiants du XVI^e siècle, 2,4 pour ceux du XVII^e, 1,5 pour ceux du XVIII^e. Il est donc clair d'abord que, cumulé dans un cadre national, tel l'Empire ou peut-être l'Espagne, le nombre des inscrits ne correspond pas à un nombre d'étudiants, ensuite que le rapport entre ces deux chiffres varie fortement selon les périodes. La *peregrinatio academica* atteint son maximum dans la première moitié du XVII^e siècle, puisque le nombre des immatriculations est alors le double de celui des étudiants, ce qui devrait amener à corriger à la baisse les courbes du recrutement. Les hauts niveaux constatés au XVII^e siècle seraient donc en partie des trompe-l'œil résultant d'une pluralité d'inscriptions des mêmes étudiants. Cette remarque ne vaut évidemment pas pour Oxford et Cambridge et ne modifie pas la conjoncture anglaise, mais elle suggère qu'on lui a peut-être identifié trop vite celles du continent.

Un second fait permet de comprendre certains profils conjoncturels, à savoir les concurrences institutionnelles. Soit, par exemple, les immatriculations annuelles de la Faculté des Arts de Paris. Situées à un haut niveau dans la première moitié du XVI^e siècle, entre 1500 et 1800 inscrits selon les décennies, elles s'effondrent après la mi-siècle pour osciller entre 200 et 300 inscrits au XVII^e siècle²⁴. L'explication d'une telle mutation ne relève pas de la conjoncture puisque les reculs dus aux Guerres de Religion ne sont aucunement suivis d'une reprise, à la différence de ceux dus à la Guerre de Trente Ans ou même à la guerre civile anglaise. La cause fondamentale est d'ordre institutionnel et réside dans le déplacement de l'enseignement des arts de la faculté vers les collèges non universitaires, tant à Paris qu'en province. Le recrutement de la faculté se tarit au moment où se met en place le réseau régnicole des collèges de plein exercice dont 70 % sont fondés avant 1600²⁵. On peut penser qu'un phénomène analogue explique en Castille la chute des effectifs universitaires qui se produit dans la période même où se construit un treillis dense de collèges, surtout jésuites. Ici le transfert ne serait pas seulement institutionnel mais aussi pédagogique, gonflant les classes d'humanités des collèges aux dépens des études de droit civil et sur-

23. Dans son édition de la matricule bâloise, H. Wackernagel et ses collaborateurs ont repéré dans toutes les matricules publiées auparavant les étudiants inscrits à Bâle. Étant donné la quasi-absence de matricules publiées pour la France et l'Italie, le nombre d'universités donné pour chaque étudiant est évidemment un minimum, cf. H. WACKERNAGEL, *Die Matrikel der Universität Basel*, Bâle, 1951-1975, 4 vol. parus (1460-1725/6).

24. L. W. B. BROCKLISS, *op. cit.*, table 3, p. 240, et fig. 2, p. 241.

25. Voir la statistique proposée dans R. CHARTIER, M.-M. COMPÈRE, D. JULIA, *L'Éducation en France du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris S.E.D.E.S., 1976, p. 186.

IMMATRICULATIONS A LA FACULTÉ DES ARTS
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS (variations annuelles, 1520-1679)

tout canon qui donnaient jusque-là la majeure partie de leurs effectifs aux universités espagnoles. On doit conclure de ces remarques que les effectifs des universités ne font pas à eux seuls la totalité de la population enseignée au niveau supérieur et que donc leurs mouvements ne peuvent suffire à porter un diagnostic sur la scolarisation ou la déscolarisation à ce niveau d'une société. Déjà sensible en Angleterre, avec la présence des Inns of Court, le fait devient essentiel dans toute l'Europe où des collèges de plein exercice concurrencent les facultés. Les élèves de philosophie peuvent être légitimement considérés comme des étudiants, ce qui oblige à doubler la courbe du recrutement universitaire par celle des dernières classes des collèges de plein exercice. Dans la France de 1789, par exemple, elles accueillent 5 000 élèves, soit 40 % de ce que l'on peut définir comme la population étudiante²⁶. Quant à l'Empire, il faudrait ajouter aux chiffres calculés par Eulenburg une notable partie des effectifs des gymnases académiques qui, le plus souvent, se distinguent seulement des universités par le fait qu'ils n'ont pas le droit de conférer des grades. Des situations locales peuvent, elles aussi, donner aux courbes d'effectifs une signification particulière : à Valence (France), au XVIII^e siècle, plus des trois quarts des étudiants clercs font l'essentiel de leurs études dans des séminaires agrégés à l'université où ils peuvent fort bien n'être connus qu'à l'occasion de la collation des grades. Les conjonctures universitaires ne sont donc pas explicables seulement par les mécanismes qui règlent la demande scolaire mais aussi par le jeu des concurrences existant entre des institutions parallèles. De là, la nécessaire prise en compte pour une pesée globale de l'éducation supérieure de tous ces étudiants situés hors l'université.

La dernière raison qui fait douter quelque peu de la généralisation du modèle anglais est l'existence un peu partout de courbes pluriséculaires totalement discordantes avec celles d'Oxford et Cambridge. C'est le cas, par exemple, à Coimbra. Entre 1579 et 1774, alors que les facultés de théologie, de médecine et de droit civil connaissent une grande stabilité dans leurs immatriculations, la Faculté de Droit canon voit une énorme expansion du nombre de ses étudiants. La croissance se fait en trois paliers, dans les décennies 1670, 1720-1730, enfin 1760 où sont atteints les maxima de l'époque moderne avec le chiffre record de 3 779 immatriculations dans l'année universitaire 1765-1766²⁷. Dans la grande université portugaise, le XVIII^e siècle est à la hausse mais pour donner une énorme prépondérance à une discipline dont les effectifs se sont effondrés depuis plus d'un siècle dans les universités castillanes. Le mouvement du recrutement des facultés supérieures françaises les plus importantes, celle de droit à Paris et celle de médecine à Montpellier, diverge, lui aussi, de la conjoncture anglaise. A Paris, la courbe des immatriculations en droit est tout d'abord rythmée par deux innovations institutionnelles : celle qui en 1656-1657 ouvre la carrière d'avocat

26. M.-M. COMPÈRE, « Les universités : d'une cléricature à une autre », *ibid.*, pp. 273-276.

27. A. DE VASCONCELOS, *op. cit.*, p. 119 ; la courbe a été dressée à partir des moyennes annuelles données p. 122.

aux gradués en droit canon, celle qui en 1679 introduit dans l'université de la capitale les études de droit civil. La première se traduit par un doublement du nombre des immatriculés, qui passe d'une centaine à plus de deux cents²⁸, la seconde par un triplement qui porte à près de sept cents les inscrits au début de la décennie 1680²⁹. Le XVIII^e siècle est ensuite marqué par une série d'oscillations où se succèdent baisses et hausses jusqu'en 1775. Les points les plus bas se situent en 1695, 1730 et 1760, les points hauts en 1715, 1735 et 1770. Dans sa dernière séquence, la courbe parisienne retrouve quasiment le niveau atteint dans les années 80 du XVII^e siècle³⁰. A Montpellier, les inscriptions à la Faculté de Médecine, malheureusement lacunaires par deux fois au XVII^e siècle, donnent à lire un XVIII^e siècle de croissance qui atteste entre 1740 et 1780 des niveaux jamais atteints auparavant, même lors du maximum de la mi-XVI^e siècle³¹. Il est vrai que dans ce cas, le type de professionnalisation proposé par la formation universitaire médicale est très particulier et qu'il est donc susceptible d'une conjoncture originale. Ces quelques courbes, discordantes avec celles établies en Angleterre et en Espagne, amènent à une attitude de prudence vis-à-vis du modèle macroscopique proposé par les historiens américains. La conjoncture universitaire de l'Europe moderne n'est peut-être pas aussi homogène qu'on ne l'a supposé, et la collecte comme le réexamen des courbes nationales, qui révèlent des fonctionnements particuliers, s'imposent avant toute généralisation.

On a raisonné jusqu'ici en chiffres absolus. Or il est trop évident qu'il faut rapporter le mouvement des effectifs universitaires à celui de la population globale. Il convient de se demander quel pourcentage de la population scolarisable passe effectivement par les institutions d'enseignement supérieur. Une telle mesure supposerait, pour être exacte, que l'on ait résolu tous les problèmes posés précédemment — ce qui est loin d'être le cas. On peut néanmoins confronter les approximations proposées par la bibliographie récente, établissant dans un cadre national le pourcentage des nouveaux inscrits par rapport à la cohorte en âge de s'inscrire à l'université : c'est-à-dire selon les cas entre seize et dix-huit ans³². Dans la Castille de la fin du XVI^e siècle, les étudiants qui entrent aux universités représentent chaque année 5,4 % de la cohorte des jeunes gens âgés de dix-huit ans, à la mi-XVIII^e siècle seulement 2,2 %³³. Pour l'Angleterre

28. L. W. B. BROCKLISS, *op. cit.*, table 13, p. 335.

29. A. BAUDOUY et I. KRAFT-WEBER, *Les étudiants de la Faculté de Droit de Paris*, mémoire de maîtrise, Université Paris I, 1972, gr. Moyennes mobiles annuelles sur cinq ans du nombre d'inscriptions d'étudiants à la Faculté de Droit de Paris.

30. Nous nous appuyons ici sur la courbe dressée à partir d'un dépouillement annuel par A. Baudouy et I. Kraft-Weber qui diffère quelque peu de celle proposée à partir de comptages quinquennaux par R. L. KAGAN, « Law Students in Eighteenth-Century France », *Past and Present*, 68, 1975, p. 63.

31. M.-M. COMPÈRE, *art. cit.*, pp. 270-271.

32. Cette classe d'âge masculine représente environ 1 % du total de la population dans les sociétés de l'époque moderne, cf. J. BOURGEOIS-PICHAT, « Evolution générale de la population française depuis le XVIII^e siècle », *Population*, 1951, pp. 661-662, et L. STONE, « The Size and Composition », *art. cit.*, p. 103, table 12.

33. R. L. KAGAN, *op. cit.*, pp. 199-200 et p. 225.

des XVI^e et XVII^e siècles, si l'on ajoute les admissions à Oxford, à Cambridge et dans les Inns of Court et si l'on tient compte de l'élévation de l'âge médian d'entrée à l'université, les taux de fréquentation universitaire s'échelonnent ainsi : 2,7 % de la cohorte des garçons âgés de seize ans en 1580, 2,4 % en 1630 et 1,5 % en 1690 de celle des garçons âgés de dix-sept ans³⁴. Dans le Portugal de 1760 — sous réserve de vérification du mode d'immatriculation — les seules facultés supérieures de Coimbra scolarisent, grâce à l'énorme expansion du droit canon, 4,6 % des jeunes gens qui ont dix-huit ans chaque année³⁵. Quant aux Provinces-Unies, à partir d'une estimation globale de 600 immatriculations annuelles d'élèves néerlandais, De Vries a calculé pour la mi-XVII^e siècle un taux de 2,75 % des garçons âgés de 17 ans³⁶. Mais il s'agit là d'un maximum et l'âge d'entrée semble assez souvent plus élevé. D'ailleurs, si l'on tient compte des inscriptions doubles et de la pérégrination, que l'on peut globalement fixer à un tiers des immatriculations, ce taux se trouve ramené à 1,8 %, tandis qu'il descend en-dessous de 1,5 % vers la mi-XVIII^e siècle³⁷. Dernière pesée : celle qui estime les entrées annuelles dans les facultés supérieures françaises à la fin du XVIII^e siècle à 1,2 % des garçons âgés de 18 ans³⁸. Cette série, malgré sa fragilité, autorise quelques remarques. Elle montre, en premier lieu, qu'il n'y a pas eu entre le XVI^e et le XVIII^e siècle de progrès continu dans la scolarisation supérieure des populations. Hors le cas portugais, les maxima sont situés à la fin du XVI^e siècle, en Castille mais aussi en Angleterre où, du fait de la croissance de la population, les points les plus hauts de la conjoncture au XVII^e siècle donnent des taux de scolarisation inférieurs à ceux de la fin du siècle précédent. Le cas anglais souligne aussi que malgré l'accroissement du nombre des entrées aux universités enregistré après 1680, le taux de fréquentation reste longtemps en deçà de ce qu'il était en 1580 : en 1931, par exemple, 2,3 % seulement des jeunes gens âgés de dix-huit ans entrent dans l'enseignement supérieur contre 2,7 % à l'époque des Tudors. Seconde remarque : l'avantage constant des pays méditerranéens, avec les taux considérables de l'Espagne au XVI^e siècle et du Portugal au XVIII^e siècle. Le fait est d'autant plus notable qu'il est lié à l'existence de populations étudiantes ayant une même structure qui assure la prépondérance du droit canon sur toutes les autres facultés. La compréhension d'un tel phénomène en est encore à ses balbutiements mais peut-être est-elle à chercher dans la densité, différente selon les nations, de l'encadrement clérical. Dans

34. Nous calculons ces taux à partir des chiffres donnés par L. Stone dans « The Educational Revolution », *art. cit.*, p. 54, pour les entrées dans les Inns of Court et dans « The Size and Composition », *art. cit.*, p. 91, p. 92 et p. 103 pour les entrées à Oxford, les entrées à Cambridge et les chiffres de population.

35. Nous avons accepté comme total de la population portugaise à la fin du XVIII^e siècle le chiffre de 2.932.000 habitants donné par M. REINHARD, A. ARMENGAUD, J. DUPAQUIER, *Histoire générale de la population mondiale*, 3^e édition, Paris, Montchrestien, 1968, p. 684.

36. J. DE VRIES, *The Dutch Rural Economy in the Golden Age, 1500-1700*, New Haven-London, Yale Univ. Press, 1974, pp. 211 et 276 (note 88).

37. W. Frijhoff reviendra plus amplement sur ce point dans l'étude annoncée plus haut.

38. R. CHARTIER, M.-M. COMPÈRE, D. JULIA, *op. cit.*, p. 294, note 7.

l'Europe du sud, avec des décalages chronologiques, la provende des offices et bénéfices ecclésiastiques semble être un facteur puissant pour attirer vers les universités une part considérable, jamais retrouvée ailleurs, de la jeunesse. Ces pesées globales enseignent, de plus, deux leçons de méthode : d'une part que les courbes d'entrées ou d'effectifs sont illusoires si elles ne sont pas rapportées au chiffre, variable, de la population totale, d'autre part que le poids de la population universitaire dans les sociétés anciennes n'est pas nécessairement un indice de développement mais renvoie avant tout à la fonction jouée par l'université dans ces sociétés. Les résultats qui mettent au XVI^e siècle la Castille avant l'Angleterre et au XVIII^e le Portugal avant la France ne sont surprenants qu'en apparence car ils portent en fait sur des fonctionnements sans doute très différents de l'institution universitaire. La mise en série, tout à fait légitime, des taux de fréquentation ne doit pas faire oublier, mais au contraire attirer l'attention sur les rôles divers dont elle a pu être investie.

Une sociologie des universités.

La géographie du recrutement peut d'ailleurs aider à les comprendre. Entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, le premier fait massif qu'elle indique est le rétrécissement continu des aires de recrutement de toutes les universités européennes. Trois exemples pourront illustrer cette loi retrouvée partout. A Leyde, le pourcentage des étudiants étrangers recule à partir de la mi-XVII^e siècle. Situé aux environs de 40 % entre 1575 et 1625, il atteint son maximum dans le second quart du XVII^e siècle avec 51 % ; après une forte chute, 35 % d'étrangers entre 1650 et 1675, le pourcentage se stabilise autour de 45 % jusqu'au milieu du XVIII^e ; le recul est ensuite rapide et considérable : 30 % entre 1750 et 1775, 20 % entre 1775 et 1795, 10 % entre 1795 et 1813³⁹. A Montpellier, le recrutement de la faculté de médecine, qui est largement ouvert sur l'ensemble de l'Europe au début du XVI^e siècle, avec près de 40 % d'étrangers en 1503-1512, connaît un double rétrécissement : d'abord aux seules dimensions du royaume au milieu du XVII^e siècle, ensuite à la seule France méridionale à la fin de l'Ancien Régime⁴⁰. A Cracovie enfin, dans des cadres chronologiques différents, le mouvement est le même. Entre 1470 et 1520, l'université puise ses étudiants dans toute l'Europe centrale et orientale : Polonais et Lithuaniens y comptent pour 54 % mais les Hongrois font 18 % des effectifs, les Silésiens, Prussiens et Poméraniens 17 %, les autres Allemands 6 %, les Bohémiens 5 %. Dans le second quart du XVI^e siècle, le recrutement se resserre et donne une énorme prépondérance aux Polonais et Lithuaniens ; au XVIII^e siècle, au terme de l'évolution, le seul diocèse de Cracovie fournit plus de 80 % du total des étudiants⁴¹.

39. H. T. COLENBRANDER, « De Herkomst der leidische Studenten », *Pallas Leidensis*, 1925, pp. 292-295.

40. M.-M. COMPÈRE, *art. cit.*, p. 272.

41. Nous rassemblons ici les données fournies par J. GARBACIK, A. WYCZANSKI et E. ROSTOWORSKI dans *Dzieje Uniwersytetu Jagiellońskiego w. Latach 1364-1764*, Cracovie, 1964, p. 212, p. 245 et p. 364.

Un tel phénomène montre à l'évidence que l'Europe des Lumières est plus cloisonnée sur ses espaces nationaux que celle de la Renaissance ou de l'âge classique en ses commencements. Le Grand Tour pratiqué par les aristocraties de la naissance ou du commerce ne doit pas masquer ce fait essentiel qui fixe beaucoup plus qu'auparavant les populations étudiantes. La fin des persécutions religieuses a sa part pour expliquer ce moindre cosmopolitisme. Le cas français est ici éclairant puisque les effectifs maxima d'étudiants du royaume rencontrés à Bâle et à Leyde le sont entre 1572 et 1590, après la Saint-Barthélémy, et à la fin du XVII^e siècle, après l'Edit de Fontainebleau. Les temps plus tolérants du XVIII^e siècle réduisent jusqu'à la quasi-disparition les refuges estudiantins. Mais cette donnée particulière s'inscrit dans une mutation de plus grande importance qui transforme l'usage même de l'université. A la coutume d'une fréquentation multiple succède l'habitude de demeurer en un seul lieu pour l'accomplissement total du cursus. Là où les immatriculations multiples font encore croire à une subsistance de la pérégrination, par exemple aux Provinces-Unies, la seconde inscription ne sert souvent qu'à l'obtention quasi immédiate des grades dans une université réputée facile ou simplement vénale. Le resserrement du treillis universitaire, surtout sensible dans l'Empire où douze universités ont été fondées au XVII^e siècle et huit au XVIII^e, rend plus proche un possible accès à l'enseignement supérieur et contribue sans conteste à réduire les déplacements anciens entre quelques grandes, et rares, universités. La pérégrination académique est donc une donnée majeure de l'Europe renaissante et classique mais s'épuise au siècle des Lumières. Le recrutement régional, à l'intérieur d'un cercle de cinquante ou cent kilomètres de rayon, devient la règle, et seules quelques universités, Paris et Montpellier en France, Salamanque, Alcalá de Henares et Valladolid en Espagne, Leipzig et Iena, puis Halle et Göttingen dans l'Empire, Leyde en Hollande drainent des étudiants venus de plus loin.

Les effectifs universitaires montrent partout une sur-représentation urbaine. Dans la Pologne du xv^e siècle, les villes contiennent environ le quart de la population mais la moitié des étudiants de Cracovie sont issus de milieux citadins⁴². En Castille au xvi^e siècle, 60 % au moins des étudiants proviennent de villes ayant cinq mille habitants ou plus⁴³. Et les matricules françaises du XVIII^e siècle attestent une même prépondérance du recrutement urbain qu'il est cependant difficile de chiffrer précisément dans l'état actuel des recherches. L'étonnant, toutefois, est peut-être moins dans cette supériorité citadine, attendue dans la mesure où les villes modernes concentrent la richesse et l'équipement culturel, mais dans l'importance des contingents ruraux, paysans et nobiliaires, qui fréquentent les universités de la fin du Moyen Age au xvii^e siècle. L'Angleterre de la « révolution éducative » n'échappe pas à ce constat si l'on admet avec D. Cressy que le terme *ingenuus* signifie *yeoman*. Les étudiants d'origine paysanne, fils de *yeomen* et de *husbandmen*, consti-

42. J. KŁOCZOWSKI, La christianisation en Europe centrale et orientale, XIV^e-XVI^e siècles, conférence au Collège de France, 18 mai 1977.

43. R. L. KAGAN, *op. cit.*, pp. 179-180.

tuent alors 10 % du recrutement de Caius College à Cambridge à la fin du XVI^e siècle, 16 ou 17 % dans les vingt premières années du XVII^e, 22 % dans la décennie 1620, qui est celle du maximum séculaire dans l'université, et 19 % dans la décennie suivante⁴⁴. Comme une part non négligeable de *gentlemen*, de fils de marchands ou d'étudiants désignés comme *mediocris fortunae* viennent à coup sûr des bourgs et des villages, la part de la campagne anglaise est indéniablement forte dans le recrutement des universités au temps de leur splendeur.

Une dernière interrogation d'ordre géographique, jusque-là à peine esquissée, réside dans la confrontation des hiérarchies universitaires et des hiérarchies urbaines. Deux angles d'attaque sont ici possibles. Le premier consiste à dresser, d'abord à l'échelle nationale, ensuite dans le cadre européen, une hiérarchie quantitative des universités établie à partir de la comparaison à dates régulières de leurs effectifs. C'est à une semblable opération que s'est livré D. Beauvois pour les universités russes du premier tiers du XIX^e siècle, en confrontant en 1808, 1824 et 1830 les populations étudiantes de Vilna, Dorpat, Moscou, Harkov, Kazan et Saint-Petersbourg⁴⁵. La statistique comparée éclaire ici la force d'attraction de chacune des universités ainsi que la position qu'elle occupe dans l'estime collective. Dans certains cas privilégiés, l'observation peut être inversée, visant à construire une hiérarchie des villes à partir des contingents d'étudiants qu'elles produisent. Le raisonnement suppose que les universités d'accueil soient en nombre limité et qu'on y puisse repérer les origines géographiques. Ces exigences sont remplies dans le cas de la Hongrie à la fin du Moyen Age, ce qui a permis à A. Kubinyi d'établir, pour les années 1440-1514, une hiérarchie des cités qui est fonction du nombre de leurs étudiants⁴⁶. L'histoire des universités se met là au service de l'histoire urbaine et peut aider à dessiner une image du réseau urbain lorsque les autres indicateurs sont médiocres ou font défaut. Il reste que les études menées en ce sens concernent des ensembles régionaux où le réseau urbain comme le réseau universitaire ont fait l'objet de bouleversement répétés et tardifs. Dans le cas de l'Europe occidentale, l'ancienneté des deux systèmes d'implantation a pu déterminer des pesanteurs qui se traduisent par des phénomènes conservatoires qui résistent aux évolutions d'ensemble : aux Provinces Unies, par exemple, La Haye, ville administrative, fournit un contingent global d'étudiants sensiblement égal à celui d'Amsterdam pourtant quatre fois plus peuplée.

Une sociologie rétrospective des populations étudiantes est un objectif fondamental mais difficile. La collecte des origines sociales des étudiants se heurte en effet à quelques difficultés parfois insurmontables. La première tient à l'absence de désignations sociales dans nombre de matri-

44. D. CRESSY, « The Social Composition of Caius College, Cambridge 1580-1640 », *Past and Present*, 47, 1970, pp. 113-115.

45. D. BEAUVOIS, *Lumières et société en Europe de l'Est : l'Université de Vilna et les écoles polonaises de l'Empire russe (1803-1832)*, Lille-Paris, 1977, p. 315 bis.

46. A. KUBINYI, « A középkori magyarországi városhálózat hierarchikus térbeli rendjének kérdéséhez », *Településtudományi Közlemények*, 1971, p. 74.

cules. C'est le cas en Castille où seuls nobles et clercs sont identifiables, c'est le cas à Paris où l'on ne peut reconnaître que les nobles et les boursiers. En Angleterre, les matricules d'Oxford et de Cambridge ne distinguent aucun statut particulier à l'intérieur de la catégorie des *plebei* durant toute l'époque moderne et les registres des collèges maintiennent jusqu'en 1620 au moins d'énormes contingents d'étudiants sous la rubrique *mediocris fortunae*. A ces silences ou imprécisions s'ajoutent d'autres incertitudes qui portent sur la signification sociale des désignations utilisées dans les sources universitaires. L'exemple anglais est topique, avec ses deux interrogations fondamentales. D'une part, comment faut-il entendre le terme *ingenuus*? Signifie-t-il *gentleman* ou, comme le suggèrent les équivalences rencontrées dans les textes contemporains, et parfois dans certains registres de collèges, *yeoman*? De la réponse dépend une variation qui peut atteindre 15 % dans la distribution sociale des effectifs des collèges de Cambridge⁴⁷. D'autre part, quelles sont les limites sociales qu'il faut assigner à des termes comme *armiger* ou *generosus*? Le premier, qui désigne les détenteurs d'armoiries, comme le second, qui indique les *gentlemen*, ont pu au cours du XVII^e siècle être revendiqués par les gens de justice, les bourgeois des villes, voire les gros marchands⁴⁸. Dès lors, leur portée sociale devient pour le moins ambiguë et autorise des diagnostics fort contradictoires à partir des mêmes données.

Même controversés, des résultats ont déjà pu être obtenus quant aux origines sociales des étudiants anglais et français. A Oxford entre 1580 et 1610, le poids de ceux qui dans la matricule ne sont ni *plebei filius* ni *clerici filius* varie entre 37 et 54 %, atteignant son maximum avec ce dernier chiffre à la hauteur de 1600. L'étude détaillée des collèges atteste que la *gentry* est surtout attirée par les collèges de fondation récente où son pourcentage est presque toujours plus élevé que dans les immatriculations⁴⁹. A Cambridge, au temps de la « révolution éducative », la part de la *gentry* est moins belle, située entre 30 et 40 % des effectifs, et les autres catégories, professions libérales (ce qui inclut le clergé), marchands et paysans aisés, donnent chacune environ le cinquième du total. Pour les facultés de droit françaises au XVIII^e siècle, les résultats de R. Kagan et M.-M. Compère convergent pour souligner un fait de structure, i.e. le poids dominant du monde des offices et des hommes de loi, qui fournit toujours entre les deux tiers et les trois quarts du recrutement, et un fait d'évolution : le renforcement de la part des marchands et des petits officiers au fil du siècle⁵⁰.

47. Sur le recrutement de Caius College, pour lequel le problème s'est posé, voir la série de statistiques différentes proposées par M. H. CURTIS, *Oxford and Cambridge in Transition 1558-1642. An Essay on Changing Relations between the English Universities and English Society*, Oxford, 1959, pp. 60-61 ; J. SIMON, « The Social Origins of Cambridge Students 1603-1640 », *Past and Present*, 26, 1963, pp. 58-67 ; L. STONE, « The Educational Revolution », *art. cit.*, pp. 64-67 et pour finir l'article déjà cité de D. CRESSY.

48. J. K. Mc CONICA, « The Prosopography of the Tudor University », *Journal of Interdisciplinary History*, III, 3, Winter, 1973, pp. 543-554.

49. J. K. Mc CONICA, « Scholars and Commoners in Renaissance Oxford », *The University in Society*, *op. cit.*, Volume I, pp. 172-174.

50. R. L. KAGAN, « Law Students », *art. cit.*, p. 53, et M.-M. COMPÈRE, *art. cit.*, pp. 277-278.

Cette reconnaissance des contours sociaux des populations étudiantes n'est qu'un préalable à l'interrogation fondamentale qui doit porter sur le rôle de l'université dans la mobilité sociale. Dans ce domaine encore, l'exemple est venu d'Angleterre. Dès 1950, H. Jenkins et D. Caradog-Jones, utilisant les matériaux prosopographiques collectés par J. et J. A. Venn⁵¹, ont proposé pour les trois périodes 1752-1799, 1800-1849 et 1850-1899 des croisements multiples entre quatre variables : la profession des pères des étudiants, les types d'écoles secondaires fréquentées par ces derniers, leur réussite à l'université, enfin leur carrière ultérieure⁵². Ce qui est sous-jacent à une telle enquête est à l'évidence le souci d'apprécier le poids respectif de l'origine sociale et de la réussite scolaire dans la détermination des devenirs personnels. De ce point de vue, quelques conclusions méritent attention. Il est clair, par exemple, que les meilleurs résultats universitaires sont obtenus par les anciens élèves des *grammar schools* alors que ceux issus des vingt-trois *public schools* les plus aristocratiques ne viennent qu'au troisième rang (après les anciens élèves des autres *public schools* et avant ceux des *private schools*). Au plan de la réussite sociale, le classement s'inverse, et les anciens élèves des *public schools* les plus huppées passent au premier rang. Le rôle de la position sociale joue ici à plein, ce qu'illustre fortement le cas des fils de propriétaires fonciers. Situés au dernier rang sur l'échelle des réussites universitaires, ils n'en ont pas moins dans leur majorité un bel avenir individuel, ce qui hisse la catégorie au second rang de la réussite sociale. Grâce à une richesse documentaire exceptionnelle et une méthode rigoureuse, peuvent être ainsi situés à leur juste place le poids de l'université et celui de l'héritage.

Le dénuement de l'historiographie française pour ce qui est de la publication des matricules ou de l'établissement de répertoires biographiques rend pour l'instant impossibles des études aussi fines. R. Kagan s'est néanmoins efforcé de reprendre une des interrogations du questionnaire en comparant les origines familiales des étudiants de la Faculté de Droit de Dijon au XVIII^e siècle avec leurs professions au moment de leur mariage. La confrontation, fondée sur les extraits baptistaires d'un côté, les registres du contrôle des actes de l'autre, vient buter sur une difficulté sans doute sous-estimée par l'auteur. D. Julia a pu montrer en effet que le pourcentage des étudiants retrouvés dans les archives de l'enregistrement varie considérablement selon les catégories sociales. Maximum pour la noblesse de robe (48,4 %), il n'est plus que de 29 % pour les fils d'avocats, de notaires et de procureurs, de 27,6 % pour ceux des chevaliers et écuyers, et seulement de 18,1 % pour les fils de marchands⁵³. La valeur des résultats est donc fort différente pour chacun des groupes considérés. Ils permettent toutefois un premier constat : pour les fils de

51. *Alumni Cantabrigienses*, Part I, From the Earliest Times to 1751, ed. by J. and J. A. VENN, Cambridge, et Part II, From 1752 to 1900, ed. by J. A. VENN, Cambridge, 1922-1954.

52. H. JENKINS et D. CARADOG-JONES, « Social Class of Cambridge University Alumni of the 18th and 19th Centuries », *The British Journal of Sociology*, Vol. I, n° 2, June 1950, pp. 93-116.

53. Ces pourcentages ont été calculés à partir des chiffres donnés par R. L. KAGAN dans « Law Students », *art. cit.*, pp. 55-61.

robins et d'hommes de loi, le passage par l'université amène continuité professionnelle et ascension sociale. Aux niveaux les plus élevés de ce monde de robe et de plume, la continuité l'emporte. Les fils des nobles de robe entrent dans les cours souveraines et ceux des avocats continuent le métier de leurs pères, avec toutefois pour ces derniers une bonne minorité qui force les portes des offices de judicature. Aux échelons inférieurs, l'université est source de promotion : grâce à elle, les fils de notaires et de procureurs peuvent devenir avocats. La minceur du pourcentage des fils de marchands dont la profession est connue au moment du mariage n'autorise pas des conclusions si assurées. Certes, l'échantillon étudié plaide pour une mobilité à la fois professionnelle et sociale puisque la majorité de ceux qui le composent ont quitté le comptoir pour la carrière juridique, mais n'est-ce point justement la raison pour laquelle ils ont pu être retrouvés ? L'hypothèse qui voit dans le passage à l'université, et *a fortiori* dans l'obtention de grades un facteur quasi automatique de la mobilité sociale ascensionnelle reste donc encore à vérifier en différents sites et moments.

Cette mise au point n'a voulu que présenter les problèmes les plus élémentaires d'une histoire des universités à l'époque moderne. Il en est bien d'autres qui ne doivent être aucunement laissés à l'écart par une enquête d'histoire comparée, que ce soit l'étude prosographique des corps professoraux, saisis dans leurs différences, ou leurs recoupements avec les autres milieux intellectuels, l'analyse si possible sérielle des contenus enseignés et de la « production » universitaire ou la mesure du rôle joué par les universités dans la formation des différentes élites de la société traditionnelle. Il nous est apparu toutefois nécessaire d'inventorier d'abord les acquis et les ignorances quant à ces questions essentielles que sont la conjoncture, la géographie et la sociologie du recrutement universitaire. On a en effet extrapolé trop vite de quelques exemples à un modèle européen et les généralisations avancées sont sans doute plus vacillantes qu'il n'y pouvait paraître. La quête se doit donc d'être méthodique pour engranger des données nouvelles et à partir de là, profiler des schémas explicatifs peut-être plus fragmentés que ceux maintenant proposés.

Roger CHARTIER et Jacques REVEL,
École des Hautes Études en Sciences sociales.